

Communes à facilités : actes anti-francophones en baisse

La N-VA voudrait pourtant relancer la guerre communautaire

A lors que certains bourgmestres empêchés crient au déni démocratique suite à la décision de Liesbeth Homans, il semblerait que le vivre ensemble dans les communes à facilités ne soit pas aussi compliqué qu'au niveau du pouvoir. Petit tour d'horizon des avis récoltés.

Récemment, la ministre de l'Intérieur Liesbeth Homans (N-VA) a reproché à quatre bourgmestres élus francophones de communes à facilités d'avoir envoyé des convocations en français aux électeurs. Selon la ministre, les bourgmestres de Drogenbos, Linkebeek, Wezembeek-Oppem et Rhode-Saint-Genèse n'ont pas respecté la circulaire Peeters, préférant tenir compte de la décision du Conseil d'État, qui annule cette dernière. Dans ce contexte de tensions linguistiques, nous avons demandé aux habitants et aux autorités de différentes communes à facilités si des incidents ou incivilités anti-francophones étaient à déplorer.

À Linkebeek, les témoignages recueillis chez les habitants sont positifs. Ils estiment que les tensions sont en nette diminution, les tags anti-francophones, nombreux il y a quelques années, tendent à disparaître. Même son de cloche à Drogenbos, où les services communaux sont accessibles dans les deux langues. « Quand je vais au CPAS, il n'y a au-

« aucun problème, je peux interagir en français, je ne ressens aucun malaise, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années », témoigne un pré-retraité de la commune. « Il faut arrêter avec tous ces délires de politicien, 99 % des habitants ne se plaignent pas ! », martèle un passant interrogé.

PAS BX1

Si le vivre-ensemble se passe très bien pour Jean, un habitant de Drogenbos, il explique qu'il n'a pas accès à la chaîne Bx1 chez lui. Selon lui, alors qu'il se trouve à 40m de la commune d'Uccle, il trouve injuste le fait de ne pas pouvoir accéder à la culture bruxelloise, alors qu'il se trouve à 40m de la commune d'Uccle.

Ainsi, Jean est obligé de regarder RingTV, chaîne néerlandophone, s'il veut avoir accès aux informations et à la culture bruxelloise.

Au niveau des administrations, la majorité des personnes contactées sont d'accord avec les avis

des habitants interviewés. Pour Pierre Rolin (IC), bourgmestre de Rhode-Saint-Genèse, les cas de tag sur les parties francophones des panneaux sont très peu nombreux : « Le sentiment anti-francophone qui pouvait exister il y a 10-20 ans est en voie de disparition.

Nous éprouvons plus de difficultés concernant l'évolution de l'administration flamande dans le respect des engagements qu'elle doit prendre à l'égard des francophones ». À Wezembeek-Oppem, le bourgmestre empêché, Frédéric Petit (MR), estime que les problèmes sont quasi inexistantes, tant au niveau de la population que des autorités : « La meilleure preuve, c'est que même au conseil communal, il y a un respect mutuel entre les francophones et les Flamands ; hier, la moitié des questions de l'opposition ont été accueillies favorablement par la majorité. La paix communautaire est une réalité à Wezembeek, c'est la décision de Madame Homans qui vient réveiller des tensions linguistiques que nous avons réussi à éliminer », explique-t-il.

À l'approche des élections, les habitants de ces communes déplorent le fait que la N-VA ramène le dossier linguistique sur le devant de la scène, alors que la cohabitation tend à s'améliorer dans la plupart des communes à facilités. ●

JEAN-CHARLES DIERICKX

Pour Pierre Rolin (IC), bourgmestre de Rhode-S'-Genèse, les cas de tag sur les parties francophones des panneaux sont très peu nombreux

« Une politique de panneaux anti-tags »

Pour Véronique Caprasse (DéFI), échevine de la commune de Crainhem, les tags sur les panneaux sont encore d'actualité, mais elle précise que *« depuis que nous avons mis en œuvre une politique de panneaux anti-tags, cela leur réussit de moins en moins. »*

Concernant les actes d'incivilités envers les francophones, *« ce n'est plus du tout ce qui domine la vie dans la commune »*, assure-t-elle.

Toutefois, l'échevine amoureuse Véronique Caprasse déplore encore *« un manque de sensibilisation de la population pour s'inscrire en tant*

que francophone à la commune dans le cadre de l'arrêt du Conseil d'État. Si la décision du Conseil d'État n'est pas appliquée correctement, les gens loupent le fait de s'inscrire comme francophone et sont ensuite traités comme flamands. » ●

JCD

Rhode-Saint-Genèse

« Bien montrer qu'on passe en Flandre »

Ce sentiment d'apaisement n'est pourtant pas l'avis de tout le monde. D'après Cédric Decock (DéFI), conseiller communal à Rhode-Saint-Genèse : *« Au quotidien, tout se fait pour que le francophone, soit ne se sente plus bien en Flandre, soit abdique complètement. L'exemple le plus flagrant*

c'est le grand panneau « Vlaanderen » qui existe du côté de la chaussée de Waterloo, pour bien appuyer le fait que vous passiez par la Flandre pour aller d'Uccle à Water-

loo ». M. Decock déplore également l'importance démesurée qu'accorde la N-VA à des détails comme le fait que les panneaux

de déviation soient d'abord écrits en français et non pas l'inverse.

« Ils nous ont interpellés au conseil communal pour que les panneaux soient d'abord écrits en néerlandais et ensuite en français, ce qui est complètement absurde, car ce sont des panneaux utilisés pour les travaux publics, à un autre niveau de compétence. » ●